



Déclaration de l'UD FO 91

Les salariés n'en peuvent plus de subir de nouvelles agressions contre leurs conditions de travail, leurs droits et garanties collectives :

- Après la loi Macron 1 remettant en cause le repos dominical et les prérogatives des conseils de prud'hommes, la loi Macron 2 en préparation avec le rapport Combexelle vise à casser le Code du travail et les conventions collectives en inversant la hiérarchie des normes.
- Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 qui fixe un taux historiquement bas, à moins de 2 %, pour l'évolution des dépenses de santé, ce qui signifie moins de remboursements pour les assurés sociaux et de nouvelles fermetures de services et de lits dans les hôpitaux.
- Coup de force du Premier ministre dans la Fonction Publique pour imposer le Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations contre l'avis des organisations syndicales majoritaires et poursuivre le gel des salaires des fonctionnaires.
- Répression contre des syndicalistes et des salariés d'Air France, traités de voyous, en lutte contre un nouveau plan de 2 900 suppressions d'emplois, **auxquels l'UD FO 91 tient à apporter son soutien et sa solidarité pour l'abandon sans condition des poursuites engagées contre les salariés et les syndicalistes qui n'ont fait que défendre leur emploi.**
- Report de fait à 63 ans de l'âge de départ à la retraite dans le privé imposé par le MEDEF et le gouvernement, avec la complicité de la CFDT, lors des « négociations » sur les complémentaires, préparant une nouvelle remise en cause des retraites de toutes les catégories.

Dans ces conditions, au vu des événements récents, l'UD FO de l'Essonne s'interroge sur l'opportunité de la participation de notre Confédération à la « Conférence sociale » convoquée par le gouvernement. En se retirant de cette Conférence, Force Ouvrière indiquerait clairement son opposition à cette politique de casse sociale et son refus de la cautionner.

Par cet acte, Force Ouvrière préparerait les conditions de la réalisation du rapport de force indispensable, via la grève générale interprofessionnelle, pour mettre un coup d'arrêt à ces continuelles agressions.

Evry, le 16 Octobre 2015